



ÉDITORIAL :

8 MARS

Le 8 mars, vieille journée du mouvement ouvrier pour l'égalité des femmes et des hommes, est de nouveau, depuis quelques années, une importante journée internationale de mobilisation, à l'instar du 1^{er} mai et même d'autant plus car ce n'est pas un jour chômé !

La lutte contre la domination masculine s'est en effet imposée, enfin, comme un élément central du combat anticapitaliste pour l'émancipation humaine. Les pires ennemis du prolétariat sont en même temps des nervis masculinistes, de Trump, l'assassin de Renée Nicole Good à Minneapolis, à Poutine, les violeurs des ukrainiennes, sans oublier le récemment défunt Khamenei !

En Iran justement, *Femmes, Vie, Liberté*, constitue la trame de toute la situation. Les États-Unis et Israël ont attendu que soit effectué le massacre de dizaines de milliers parmi les millions qui sont montés à l'assaut du régime pour bombarder le pays. Ces millions ont exprimé leur joie à la mort de Khamenei. Ce qu'il leur faut, à elles et à eux, ce sont des armes : des armes, et pas des bombardements !

Mais en France cette année 2026, le 8 mars est souvent fort dispersé et disloqué. La cause apparente : c'est un dimanche. Mais un appel intersyndical et féministe national lancé à l'avance à **la grève effective le 9 mars** aurait rencontré un puissant écho.

Il aurait porté l'exigence d'égalité salariale, la dénonciation de la précarité des emplois féminins, exigé pour les AESH, accompagnatrice des élèves handicapés, à 96% des femmes, la création d'un corps de fonctionnaires, la fin de toutes les violences faites aux femmes de la famille à l'entreprise. Et il aurait porté ce qui est nécessaire : la poussée d'en bas pour stopper le RN et l'union des droites.

Dans ce cadre, la préfecture de police de Paris, c'est-à-dire l'exécutif Macron/Lecornu, s'octroie le pouvoir d'autoriser ou non Némésis, groupe spécialisé dans la provocation, qui ne défend pas les femmes mais l'ordre patriarcal et raciste, à venir provoquer la manifestation syndicaliste et féministe. Et l'absence de cadre national clair, la division, pourraient à nouveau faire le jeu de leurs provocations.

Aplutsoc appelle les femmes, les travailleurs, les jeunes, à surmonter la division, car elles et ils en ont le pouvoir, pour imposer en France l'unité contre l'union des droites et le RN en affrontant tout de suite le gouvernement Macron/Lecornu.

Et d'ores et déjà, qu'on se le dise : le 8 mars 2027 tombe un lundi, le 1^{er} tour de la présidentielle au cas où le calendrier serait respecté serait le 11 ou le 18 avril, donc la grève de masse dans l'unité le 8 mars devra s'imposer !

SOMMAIRE :

Edito : Le 8 Mars page 1

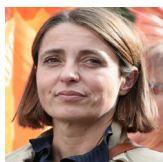
> Ne laissons pas l'extrême droite décider de l'avenir de nos territoires ... page 2

> International : IRAN : Confédération iranienne du travail déclaration page 3



Plusieurs dirigeantes et dirigeants syndicaux - CGT, CFDT, FSU Solidaires, UNSA, UNEF- sont signataires, et, pour ce qui est de Marylise Léon et Sophie Binet, à l'origine, de cet appel contre l'extrême droite la dénonçant comme menace à la justice sociale et aux services publics, en vue des élections municipales et au delà. Oui, l'unité est nécessaire contre l'extrême droite. Mais tout appel restera platonique si les syndicats ne jouent pas le rôle pour lequel les travailleurs les ont construits : la défense des revendications, qui exige l'affrontement avec l'exécutif Macron/Lecornu et avec le patronat, lesquels suppriment 4000 postes dans l'Éducation nationale et font pleuvoir les plans de licenciements dits «plans sociaux».

L'efficacité contre l'extrême droite exige la centralisation de l'action contre le gouvernement et le patronat !



« Ne laissons pas l'extrême droite décider de l'avenir de nos territoires », par Marylise Léon et Sophie Binet

À l'aube des élections municipales, les déclarations de principes ne suffiront pas pour faire barrage à l'extrême droite : il faut des réponses concrètes face aux urgences qui fracturent le pays, appelle un collectif de personnalités.

Le danger de l'extrême droite n'a jamais été aussi présent. Son projet ne se cache plus : remettre en cause les équilibres démocratiques, fragiliser les droits fondamentaux et imposer une vision autoritaire de la société.

Partout où elle gouverne, le même bilan : justice sous contrôle, presse muselée, syndicats et associations entravés, droits sociaux laminés, droits des femmes attaqués, urgence climatique niée.

Ce n'est pas de la politique, c'est un système qui détruit méthodiquement ce que des générations ont construit. Les élections municipales à venir constituent un tournant décisif.

La mairie, c'est la première porte de la République. C'est là que se joue concrètement l'égalité : le logement accessible ou hors de prix, les transports qui fonctionnent ou pas, l'école qui reste ouverte, la crèche, les lieux culturels de proximité, le bon fonctionnement de la démocratie locale, le service public qui résiste...

Confier cette première porte à l'extrême droite, c'est laisser entrer ceux qui veulent refermer la République sur elle-même. C'est accepter que l'égalité, la solidarité et le vivre-ensemble reculent dans nos propres rues.

L'extrême droite ne sort pas de nulle part. Elle se nourrit du déclin, des territoires abandonnés, du travail qui ne paie plus, des services publics qui ferment. Elle grandit aussi lorsque le débat public se laisse enfermer dans ses thèmes, lorsque la stigmatisation, souvent traversée par le racisme, l'emporte sur la recherche de solutions. Mais rien n'est joué. Les mobilisations de ces derniers mois l'ont démontré : ce pays refuse le pire. Des millions de personnes restent attachées à la démocratie, à la justice sociale, aux libertés. Cette force existe. Elle attend des perspectives concrètes, pas des discours creux.

Faire barrage à l'extrême droite ne peut se limiter à des déclarations de principe. Cela exige des réponses concrètes aux urgences qui fracturent le pays : redonner du sens au travail, agir pour les salaires, les minimas sociaux et le pouvoir d'achat, protéger les plus précaires, investir dans les services publics, lutter contre les inégalités territoriales, accompagner les transitions industrielles et écologiques, renforcer la démocratie locale et sociale.

Les forces républicaines ont la responsabilité de présenter des projets clairs et crédibles, en prise avec les réalités vécues par les habitantes et les habitants. C'est par la cohérence des choix, la lisibilité des positions et la capacité à répondre aux urgences sociales et territoriales que l'extrême droite peut être durablement contenue.

Les élections municipales se jouent aussi dans la clarté des choix, en particulier au second tour. Face à l'extrême droite, l'ambiguïté n'est pas une option. Les électrices et les électeurs ont besoin de repères lisibles, de positions assumées et de refus explicites de toute complaisance avec les partis d'extrême droite. La responsabilité républicaine impose de ne laisser aucun doute sur le fait que l'extrême droite ne peut être un partenaire, ni direct ni indirect, de la gestion de nos communes.

Dans chaque territoire, nous alerterons, mobiliserons et interpellons les candidates et candidats aux élections municipales. Nous leur demandons comment ils entendent défendre concrètement la démocratie, la cohésion sociale et l'égalité des droits, et quelle part ils prendront dans la lutte contre l'extrême droite.

L'extrême droite avance là où l'on renonce à la justice sociale, aux services publics et à la démocratie. Lui faire barrage ne se décrète pas. **Cela se construit. Maintenant.**

Les signataires :

Marylise Léon, Secrétaire générale de la CFDT
 Sophie Binet, Secrétaire générale de la CGT
 Najat Vallaud-Belkacem, Présidente de France Terre d'Asile
 Cécile Duflot, Directrice générale d'Oxfam France
 Bruno Morel, Président d'Emmaüs France
 Nathalie Tehio, Présidente de la LDH (Ligue des droits de l'Homme)
 Dominique Sopo, Président de SOS Racisme
 Laurent Escure, Secrétaire général de l'UNSA
 Caroline Chevé, Secrétaire générale de la FSU
 Julie Ferrua et Murielle Guilbert, Co-déléguées générales de l'Union syndicale Solidaires
 Patricia Coler, Déléguée générale de l'UFISC
 Régis Balry, Directeur National du CEMEA
 Joséphine Delpyrat, Déléguée générale d'Animafac
 Sophie Descarpentrie, Coprésidente de FRENE, réseau français d'éducation à la nature et à l'environnement
 Anne Féray, Coprésidente du MRAP, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples
 Tatiana Formet, Représentante légale du Mouvement national Peuple et Culture
 Enzo Garcia, Président d'Erasmus Student Network France
 Antoine Gatet, Président de France Nature Environnement
 Nicolas Gavrilenko, Président de l'UFAL – Union des Familles Laïques
 Monique Guyot-Bernit, Présidente de la Cimade
 Hania Hamidi, Secrétaire générale de l'UNEF
 Yannick Hervé, Coordinateur national 1001 territoires Pour la fraternité
 Evanne Jeanne-Rose, Président de l'Union Nationale pour l'Habitat Jeunes (UNHAJ)
 Ugo Joly, Président de Concordia
 Hélène Lacassagne, Présidente de La Ligue de l'Enseignement
 Aurore Laloux, Présidente des Jeunes Européens - France
 Armel Le Coz, Co-président de Démocratie ouverte
 Anne Mazé, Présidente de l'Association des Ludothèques Françaises
 Olivier Morzelle, Président d'ATD Quart Monde
 Daniel Mosmant, Administrateur d'URHAI Île-de-France
 Suzanne Nijdam, Présidente de la FAGE - Fédération des Associations Générales Étudiantes
 Roland Nivet, Secrétaire national et porte-parole national du Mouvement de la paix
 Céline Piques, Porte-parole d'Osez le Féminisme
 Suzy Rojzman, Porte-parole du Collectif national pour les Droits des Femmes
 François Sauterey, Coprésident du MRAP, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples
 Arnaud Tiercelin, Coprésident du CNAJEP

Confédération iranienne du travail – délégation à l'étranger | Déclaration de la CIT sur la guerre en cours et l'urgence d'une action révolutionnaire.

L'assassinat d'Ali Khamenei, ainsi que de plusieurs hauts responsables des Gardiens de la révolution et du régime, constitue un événement exceptionnel dans la trajectoire actuelle de l'Iran. C'est un coup fatal porté au cœur de la machine répressive et à l'épine dorsale de la République islamique. Pour des millions d'Iraniens, la mort d'un homme qui, pendant des décennies, a symbolisé le massacre, l'oppression, la pauvreté, le militarisme et la loi du plus fort a provoqué un soulagement immense, mêlant une rage longtemps contenue à une immense libération. La présence populaire dans les rues et la réaction sociale générale témoignent de la profondeur de la haine accumulée au sein de la société par des années de crimes et de massacres.

Il ne s'agit pas de se réjouir de la guerre. Il ne s'agit pas de se réjouir des bombardements ni du meurtre d'enfants. Il ne s'agit pas de se réjouir d'une intervention étrangère. Il s'agit du soulagement amer de voir apparaître des fissures dans un monstre qui, il y a à peine deux mois, à Dey, a plongé le pays dans un bain de sang, abattant et massacrant des dizaines de milliers de personnes et plongeant la société dans un océan de chagrin et de colère. Les personnes qui respirent aujourd'hui sont les mêmes qui, hier, étaient battues, abattues et jetées en prison.

Pourtant, nous devons affirmer clairement la réalité : ce coup porté au sommet de l'État s'inscrit dans le cadre d'une guerre lancée d'en haut et contre la volonté du peuple. Une guerre qui menace des vies, transforme les villes en zones de mort et cherche à paralyser la société par la peur et la ruine. Les États-Unis et Israël ont joué un rôle direct par leurs attaques militaires et doivent être condamnés sans réserve. Aucun récit de « sauvetage » ni aucune justification « défensive » ne saurait blanchir le massacre de civils.

Parallèlement, il faut l'affirmer clairement : la République islamique et les Gardiens de la révolution ne sont pas les victimes de cette guerre, mais bien parmi ses principaux instigateurs. Un État qui, pendant des années, a instrumentalisé la société pour ses projets militaires et nucléaires en paie aujourd'hui le prix par un effondrement interne. La mort de Khamenei ne signifie pas la fin de la crise, mais elle démontre sans équivoque que ce système est désormais incapable de reproduire son autorité d'antan. Une structure dont le chef a été destitué, qui est maintenant en guerre et qui fait face à une société saturée de colère et de haine, est entrée dans une phase d'instabilité irréversible.

Il est crucial de garder à l'esprit un fait fondamental : une rupture au sommet de l'État ne signifie pas automatiquement que la volonté du peuple est respectée. C'est précisément dans des moments comme celui-ci que se mettent en œuvre des projets de contrôle de la société : « transition contrôlée », remaniement des élites et promotion d'alternatives imposées d'en haut, destinées à détourner la révolution et à soustraire le peuple à son pouvoir. Les tractations secrètes, la reproduction de la même structure sous un nouveau visage ou l'imposition de gouvernements fantoches sous couvert

de « stabilité » et de « transition » sont autant de tentatives pour neutraliser l'élan révolutionnaire et bloquer le pouvoir populaire direct. Ces scénarios ne signifient pas la fin de la République islamique ; ils signifient la continuation du même ordre répressif sous une forme nouvelle.

Seule une organisation indépendante, nationale et ascendante peut empêcher ce dénouement.

En ces temps difficiles, la question centrale n'est pas simplement « l'opposition à la guerre ». La véritable question est de savoir si la société peut consciemment exploiter l'opportunité créée par la rupture au sommet de l'État pour faire progresser le renversement révolutionnaire. La guerre vise à terroriser la société et à suspendre la révolution ; la réponse du peuple doit être de reconstruire et d'organiser son pouvoir social en plein cœur de cette crise.

Travailleurs, salariés, jeunes, femmes et toutes les forces sociales doivent comprendre une vérité fondamentale : aucune puissance étrangère n'apportera la liberté. Seule une société organisée peut renverser définitivement ce système. Rejoindre les organisations sociales existantes, renforcer les organisations syndicales indépendantes et mettre en place des conseils, des comités locaux et des réseaux d'entraide ne sont pas un « choix » aujourd'hui, mais une nécessité urgente, à la fois pour protéger des vies humaines en temps de guerre et pour prendre collectivement en main l'avenir de la société.

La République islamique est blessée et instable. Ce n'est pas le moment de rester spectateur ou d'hésiter ; c'est le moment d'agir. La véritable fin de cette guerre ne viendra pas d'accords entre États, mais du renversement révolutionnaire d'un ordre qui a transformé la vie elle-même en un champ de bataille.

Nous appelons les peuples du monde entier, les mouvements ouvriers et les forces éprises de liberté à se ranger du côté du peuple iranien – et non du côté des États et des machines de guerre. La véritable solidarité implique de soutenir le droit du peuple à renverser la République islamique et à bâtir un ordre humain, libre et égalitaire.

La lutte entre dans une nouvelle phase. La répression s'est effondrée, la peur a été ébranlée et la possibilité d'avancer s'est ouverte. Une société qui a tant payé de sang le droit – et le devoir – de bâtir son propre avenir.

Confédération iranienne du travail – Délégation à l'étranger

1^{er} mars 2026

Source : <https://iranlc.org/en/12023>

POUR NOUS JOINDRE

WWW.APLUTSOC.ORG



@Aplutsoc

- aplutsoc@netc.eu